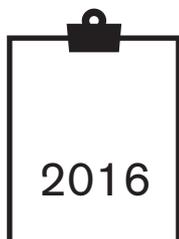


BILAN 2016

des journalistes tués
dans le monde

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION



BILAN DES JOURNALISTES TUÉS DANS LE MONDE

Bilan du 1^{er} janvier au 10 décembre 2016

SOMMAIRE

Présentation générale	p. 3
—	—
Note méthodologique	p. 4
—	—
Les journalistes tués	p. 5
—	—
Les femmes journalistes tuées	p. 7
—	—
Les pays les plus meurtriers	p. 8
—	—
Mieux protéger les journalistes	p. 10

A propos de RSF

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer partout dans le monde. Basée à Paris, l'organisation dispose de bureaux à l'étranger (Berlin, Londres, Bruxelles, Genève, Helsinki, Madrid, Rio de Janeiro, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington...) et de correspondants dans 130 pays. Elle est dotée d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations unies, de l'Unesco, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation internationale de la

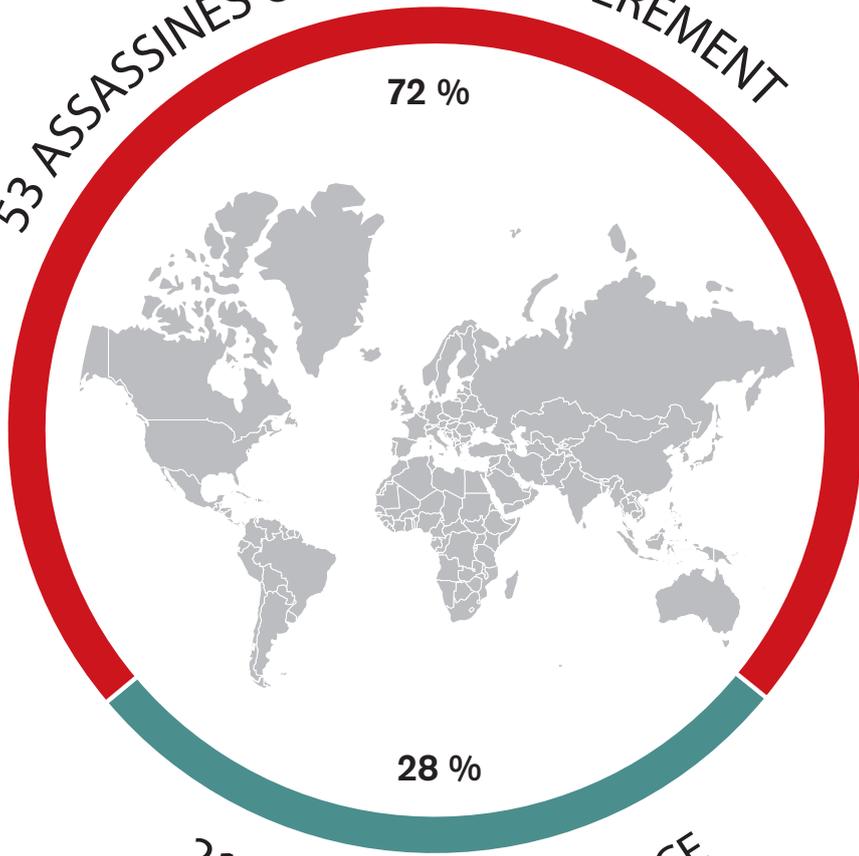


JOURNALISTES TUÉS POUR AVOIR EXERCÉ LEUR MISSION D'INFORMATION

-27 % ↘

53 ASSASSINÉS OU TUÉS DÉLIBÉRÉMENT

72 %



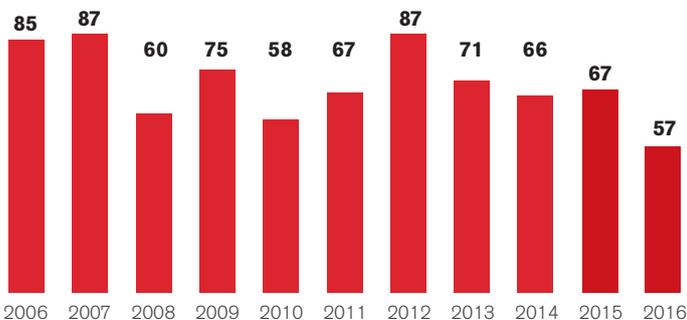
ASSASSINÉS OU SCIEMMENT VISÉS :

journalistes tués délibérément en raison de leur profession

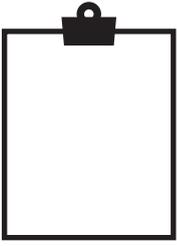
TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS :

journalistes tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que tels.

21 TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS



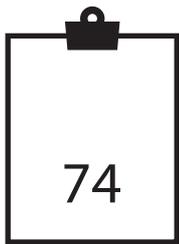
Au moins 780 journalistes ont été tués depuis 2006 en raison de leur profession



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Pour la première fois, le décompte total du bilan 2016 établi par Reporters sans frontières intègre à la fois les journalistes professionnels, les journalistes-citoyens et les collaborateurs de médias, jusqu'ici comptabilisés dans trois catégories distinctes. Ces derniers jouent en effet un rôle croissant dans la production de l'information, notamment sous des régimes répressifs ou dans des pays en guerre, où il est plus difficile pour des journalistes professionnels d'exercer leur métier. Dans le détail, le bilan continue toutefois, autant que possible, de distinguer ces acteurs de l'information des journalistes professionnels, afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Pour les inscrire à son bilan, RSF procède à une minutieuse collecte d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins une très forte présomption, qu'ils ont perdu la vie soit parce qu'ils ont été ciblés délibérément en tant que journalistes, soit parce qu'ils ont péri alors qu'ils étaient en reportage.



JOURNALISTES TUÉS POUR AVOIR EXERCÉ LEUR MISSION D'INFORMATION

dont

57 journalistes professionnels

(contre 67 l'an dernier soit -15 %)

9 journalistes-citoyens

8 collaborateurs des médias



Soixante-quatorze journalistes ont été assassinés ou tués dans l'exercice de leurs fonctions en 2016 contre 101 l'an dernier. Cette baisse significative s'explique par le fait que de plus en plus de journalistes fuient les pays devenus trop dangereux : la Syrie, l'Irak, la Libye, mais encore le Yémen, l'Afghanistan, le Bangladesh ou le Burundi sont devenus en partie des trous noirs de l'information où l'impunité règne. Autre raison de cette tendance à la baisse : la terreur exercée par [les prédateurs de la liberté de la presse](#) qui ferment arbitrairement des médias et imposent la censure chez les journalistes. Malgré leur courage, ces derniers, de peur d'être assassinés, n'ont pas d'autre choix que de s'autocensurer, comme c'est le cas au Mexique ou au Soudan du Sud.

Près des trois-quarts tués cette année ont été sciemment visés en tant que journalistes. C'est le cas notamment en Afghanistan avec 10 journalistes assassinés et au Mexique, neuf tués. Ces chiffres alarmants traduisent une violence de plus en plus délibérée, ainsi que l'échec des initiatives internationales en faveur de la protection des journalistes.

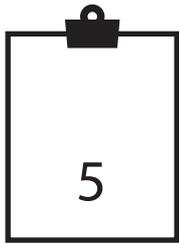
Au moins 780 journalistes professionnels ont été tués en raison de leur métier depuis 2006

Les deux tiers des journalistes tués cette année se trouvaient dans une zone de conflit, une dynamique inversée par rapport à 2015 qui avait vu de nombreux journalistes tués en temps de paix, à l'image de l'attaque contre Charlie Hebdo à Paris. Mais les pays en paix peuvent cependant être de véritables enfers pour les journalistes, à l'image du Mexique. Cette année, le Mexique est le pays le plus meurtrier pour les journalistes professionnels, victimes à la fois de la violence des cartels criminels, de la police et d'autorités largement corrompues.

Quatre reporters ont perdu la vie dans un pays étranger

En 2016, la quasi-totalité des journalistes ont été tués dans leur propre pays. Quatre journalistes ont perdu la vie alors qu'ils se trouvaient dans un pays étranger.

En avril, le Syrien Mohammed Zaher al-Shurqat, farouche opposant de l'organisation État islamique et animateur d'une émission religieuse modérée pour la chaîne Aleppo Today, a été touché d'une balle dans la tête en pleine rue à Gaziantep en Turquie, non loin de la frontière syrienne. Le groupe État islamique a revendiqué son assassinat quelques heures plus tard, avant même qu'il ne succombe à ses blessures. En juin, **le photjournaliste américain David Gilkey**, qui travaillait pour la radio publique américaine NPR, perdait la vie dans le sud de l'Afghanistan, dans une embuscade des Talibans contre le convoi de l'armée dans lequel il était embarqué. Début octobre, le **photojournaliste néerlandais Jeroen Oerlemans**, qui travaillait notamment pour l'hebdomadaire belge Knack, a été abattu par un sniper du groupe État islamique à Syrte, en Libye, alors qu'il couvrait les combats entre djihadistes et forces du gouvernement d'unité nationale. En novembre, **l'Iranien Mohsen Khazai, journaliste à la radio-télévision d'Etat**, a été tué d'un tir d'obus à Alep, alors qu'il était "embarqué" aux côtés des combattants iraniens pro-régime. Il avait 44 ans.



5 FEMMES JOURNALISTES TUÉES EN 2016

Mariam Ebrahimi, Mehri Azizi et Zainab Mirzaee (Afghanistan)

Ces trois femmes, toutes collaboratrices pour la chaîne de télévision privée *Tolo*, ont péri le 20 janvier, lorsque leur minibus a été visé par une attaque-suicide à la voiture piégée dans le centre de Kaboul. Quatre autres collaborateurs de la chaîne sont morts dans l'attentat. Quelques mois plus tôt, les Talibans avaient qualifié de « cibles militaires » les deux plus grandes chaînes privées d'Afghanistan, *Tolo TV* et *1 TV*.



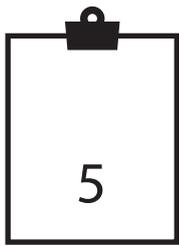
Anabel Flores Salazar (Mexique)

Reporter pour le journal *El Sol de Orizaba*, cette jeune femme de 32 ans, qui écrivait sur le crime organisé, a été enlevée le 8 février. Elle a été retrouvée assassinée le lendemain sur une route de Puebla, un État voisin du Veracruz où elle travaillait. Sa dépouille a été retrouvée à demi-dénudée, les pieds et mains liés et la tête entourée d'un sac plastique.

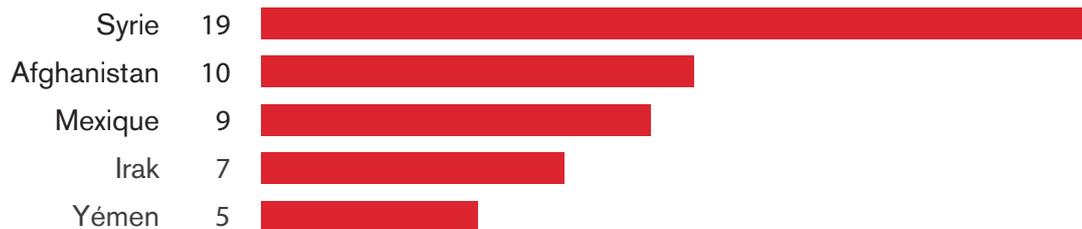


Salad Osman Sagal (Somalie)

Productrice et présentatrice pour la radio d'État de Mogadiscio, cette journaliste somalienne de 24 ans a été abattue le 5 juin dans la capitale. La jeune femme poursuivait en parallèle des études à l'université. C'est là qu'elle a été tuée par des hommes armés, qui ont pris la fuite après avoir ouvert le feu. L'assassinat n'a pas été revendiqué mais les soupçons se portent sur la milice islamiste Al-Shebab qui sème la terreur parmi les journalistes de la région.



5 PAYS LES PLUS MEURTRIERS



JOURNALISTES TUÉS DÉLIBÉRÉMENT
OU DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS



Syrie, l'enfer des journalistes

La guerre, qui n'en finit plus, fait de la Syrie le pays le plus meurtrier au monde pour les journalistes, avec 19 victimes en 2016. Parmi elles, **Osama Jumaa**, photoreporter de 19 ans pour l'agence britannique *Images Live*, a été tué le 5 juin, alors qu'il couvrait une opération de secours à la suite de bombardements dans un quartier résidentiel d'Alep. Un crime de guerre malheureusement banal dans un pays déchiré, où la liberté d'informer est assaillie de toutes parts, et où les journalistes peuvent à tout instant tomber sous les bombes ou les tirs, se faire arrêter par les services du régime, ou être pris en otages par des groupes rebelles djihadistes.



A Mossoul (Irak), pris pour cible par le groupe Etat islamique

Dans le nord de l'Irak, les journalistes risquent à nouveau leur vie en suivant au plus près l'offensive militaire lancée mi-octobre pour reconquérir la ville de Mossoul, sous l'emprise du groupe État islamique depuis juin 2014. Embarqués avec les forces fédérales irakiennes et kurdes, les journalistes, cameramen, photographes et collaborateurs des médias se retrouvent pris pour cible par les snipers et kamikazes de l'EI. En octobre, **Ali Raysan**, 33 ans, cameraman pour la chaîne irakienne généraliste *Al-Sumaria TV*, a ainsi été tué par un tir de sniper provenant du groupe djihadiste alors qu'il filmait les affrontements près du village Al-Choura, au sud de Mossoul. La veille, Ahmed Hajer Oglu, 30 ans, journaliste irakien travaillant pour la chaîne *Turkmeneli TV*, était mortellement touché par l'EI, alors qu'il couvrait les combats entre les peshmergas et l'EI dans la ville de Kirkouk, à 170 kilomètres au sud-est de Mossoul. Plus de 14 journalistes ont également été blessés dans la première semaine suivant le début de l'offensive.



Au Mexique, la terreur et l'impunité des cartels

Avec neuf journalistes assassinés en 2016, tous des professionnels, le Mexique demeure le pays le plus meurtrier d'Amérique latine pour la profession. C'est aussi de loin le pays en paix le plus meurtrier pour les journalistes. Les cartels criminels, au premier rang desquels Los Zetas, font régner la terreur dans les États du nord-est et du Golfe du Mexique pour dissuader quiconque de se pencher sur leurs affaires, multipliant séquestrations et actes barbares. Ils ciblent les journalistes tandis que les autorités policières et judiciaires, largement corrompues, ferment les yeux. Ces mêmes fonctionnaires de police sont d'ailleurs les principaux agresseurs des journalistes au Mexique. Triste exemple de cette impunité, le journaliste **Pedro Tamayo Rosas**, 43 ans, a été abattu chez lui devant sa femme et ses deux enfants, le 20 juillet dans le Veracruz, alors même qu'il était placé sous la protection de l'État car il faisait l'objet de menaces de mort. Il travaillait pour les quotidiens *Al Calor Politico* et *Piñero de la Cuenca*. Selon sa famille, ses deux assassins se sont échappés tranquillement alors que la police, qui se trouvait à une dizaine de mètres de là, n'a rien fait pour les arrêter.



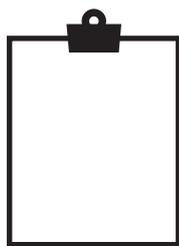
Au Yémen, entre les milices houthies et les bombardements de la coalition arabe

Les rebelles houthis ont pris le contrôle de la capitale yéménite Sanaa en septembre 2014 après une avancée éclair vers le sud du pays. La milice chiite s'est alors emparée des chaînes de télévision, arrêtant de nombreux journalistes. Les Houthis ne tolèrent pas les critiques des journalistes. Leur leader, Abdul-Malik Al-Houthi, a même déclaré une guerre ouverte contre ces derniers, qu'il considère plus dangereux que les combattants alliés à la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite dans le conflit qui les oppose. En 2016, cinq journalistes et collaborateurs des médias ont été tués au Yémen, victimes soit des miliciens chiites, soit des bombardements de la coalition arabe. C'est le cas d'**Almidad Mojalli**, journaliste freelance yéménite tué le 17 janvier par un raid aérien de la coalition arabe à Jaref, une région contrôlée par les Houthis. Touché par des éclats de missile, il a succombé à ses blessures avant d'arriver à l'hôpital. Il collaborait principalement avec des médias étrangers tels que Voice of America, le quotidien britannique *The Telegraph* ou encore l'agence IRIN. Il avait 34 ans.



En Afghanistan, la menace talibane

La guerre imposée par les Talibans est la principale source d'insécurité dans le pays, mais on ne saurait occulter la responsabilité des autorités locales, des forces militaires et de la police dans le climat de peur pesant sur les médias. Nombre de gouverneurs ou de responsables locaux n'acceptent pas l'indépendance des journalistes, et les forces de l'ordre et militaires sont impliqués dans plusieurs cas de violence à leur encontre. Reporters sans frontières s'inquiète pour la sécurité de centaines de journalistes dans plusieurs provinces où les attaques des Talibans et du groupe État islamique s'intensifient. Ces mouvements fondamentalistes cherchent à priver la population d'une information indépendante en imposant un climat de terreur qui réduit les médias au silence. Et malgré le courage des journalistes cherchant à remplir leur mission, les zones de conflit (provinces d'Helmand, Koundouz, Baghlân, Nangarhâr, Takhâr, Ghazni et Farâh) sont en train de devenir des « trous noirs de l'information ». En novembre dernier, **Nematullah Zahir**, journaliste pour la chaîne *Aryana TV*, parti couvrir les affrontements entre les forces armées afghanes et les Talibans à Sorgur dans la province d'Helmand, a été tué lorsque son véhicule a sauté sur une mine.



MIEUX PROTÉGER LES JOURNALISTES

Pour un protecteur des journalistes

Des médias, des journalistes, des ONG et des personnalités publiques de tous les continents ont lancé le 29 avril dernier, un appel solennel pour la création d'un "protecteur des journalistes", conformément à la proposition de RSF en faveur d'un Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes.

La coalition exhorte les Nations unies et les Etats membres à donner au titulaire de ce poste le poids politique, la capacité d'agir rapidement, et la légitimité de coordonner les efforts des Nations unies pour la sécurité des journalistes. L'objectif est de mettre en place un mécanisme concret d'application du droit international, qui permette enfin de réduire le nombre d'exactions contre les journalistes à travers le monde. Pour l'heure, l'adoption de nombreuses résolutions de l'ONU sur la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité n'a pas permis d'obtenir de résultats concrets.

A travers eux, c'est le droit à l'information de millions de citoyens qui a été sacrifié. Les problèmes majeurs du monde, questions environnementales, lutte contre l'extrémisme violent, ne peuvent être traités sans le travail essentiel des journalistes. Il est urgent pour les journalistes de pouvoir effectuer leur travail dans un environnement sécurisé et de mettre fin à l'impunité contre les auteurs d'exactions à leur rencontre.

Manuel de sécurité des journalistes

Face à la montée des risques encourus par les journalistes, RSF a également publié en 2015, en partenariat avec l'UNESCO, une nouvelle édition du [guide pratique de sécurité des journalistes](#), aujourd'hui disponible en plusieurs langues (français, anglais, espagnol et arabe, farsi...).

Destiné aux journalistes qui se rendent en mission dans des zones dites « à risques », ce guide dispense des conseils pratiques pour conjurer les dangers du terrain. Conflits armés, épidémies, catastrophes naturelles, manifestations... Les situations à risques sont nombreuses et les reporters doivent pouvoir se préparer au mieux. Ce guide n'oublie pas qu'à l'ère d'Internet et des Smartphones, la cybersécurité est devenue un défi majeur pour la protection des journalistes en zones de conflits ou travaillant sous des régimes répressifs. De nombreux conseils leur sont ainsi prodigués pour leur permettre de protéger leurs sources, leurs données et leurs communications.

Ce guide, agrémenté de témoignages de grands reporters, insiste également sur l'importance d'une bonne préparation avant le départ, tant sur un plan physique que moral, et sur la nécessité d'un débriefing et d'une aide psychologique si d'éventuels signes de stress post-traumatique venaient à être détectés au retour de mission.

Outre les précautions sanitaires et administratives, le guide pratique de sécurité des journalistes rappelle aux médias qui envoient des journalistes sur le terrain, l'importance de la formation et du dialogue, afin qu'ils partent aguerris et confiants.

